	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

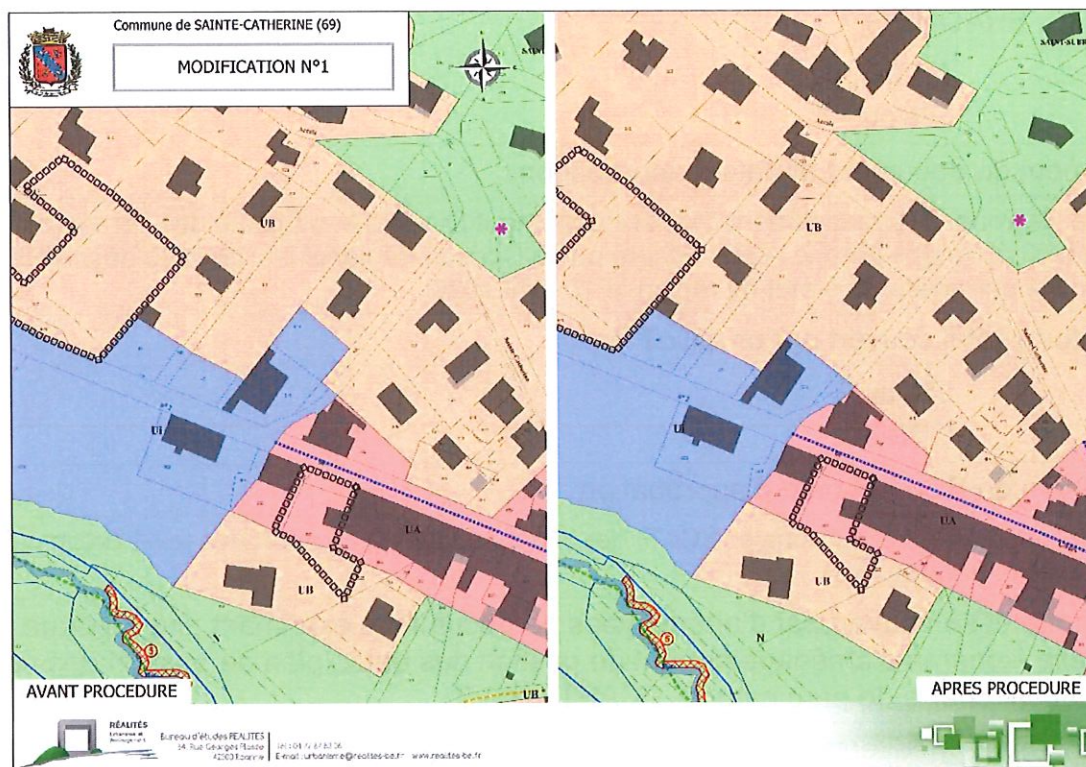
Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Sainte-Catherine
SIRET/SIREN
216901843
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Sainte-Catherine 58 Rue de Châteaueux 69440 SAINTE-CATHERINE Tel : 04 78 81 80 10 Mail : mairie-ste-catherine@wanadoo.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Pierre DUSSURGEY, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
CHATROUX Marie-Hélène, Urbaniste chez REALITES Bureau d'Etudes

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Bureau d'études REALITES 34 Rue Georges Plasse 42300 ROANNE Tel : 04 77 67 83 06 Mail : urbanisme@realites-be.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sainte-Catherine
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approuvé le 12 juillet 2020 https://mairie-saintecatherine.fr/fr/rb/555011/plu-documents-officiels
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Sainte-Catherine (69)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>La procédure de modification n°1 du PLU porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le reclassement d'un arrière de parcelle (jardin) en zone UB, à vocation résidentielle, classé actuellement en zone UI, à vocation mixte d'activités et de services. ○ La modification du règlement de la zone NL, zone naturelle à vocation de loisirs, concernant les vestiaires des équipements sportifs, dans la limite de 400 m² d'emprise au sol ; et le camping pour permettre leur évolution sous conditions et de façon limitée dans la limite de 350 m² de surface de plancher et réalisation d'une piscine. ○ Le repérage d'un bâtiment en zone agricole pouvant changer de destination pour de l'activité économique au lieu-dit Vergnassière. ○ Des adaptations mineures au règlement écrit portant sur tout le territoire communal ou sur certaines zones : <ul style="list-style-type: none"> - pour clarifier la compréhension du règlement (sans incidence réglementaire) ; - pour encadrer l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable en façade ; - pour adapter les règles de remblais/déblais en zone agricole et faciliter l'installation de nouveaux bâtiments agricoles - pour faciliter l'installation des transformateurs EDF en augmentant le seuil maximum des locaux techniques à 25 m² d'emprise au sol - pour autoriser sous conditions les serres non liées à l'activité agricole et les pergolas ; - pour autoriser sous conditions les toitures terrasses dans le périmètre concerné par le style village des Monts-du-Lyonnais ; - ajustements mineurs concernant les règles d'aspect extérieur des constructions (remplacement des références Weber et Broutin du nuancier des menuiseries par des références RAL, possibilité de barreaux horizontaux pour les gardes corps et les clôtures, augmentation de 20 cm de la largeur maximale des ouvertures en façades) ; - l'implantation des piscines en zone UA, UB, A et N ; - suppression de la dérogation pour l'implantation des constructions de moins de 25 m² à l'alignement et aux limites séparatives dans les zones UA et UB ;

- l'obligation d'installer des panneaux photovoltaïques en toiture dans les zones UA, UB, UI et A ;
- augmentation de l'emprise au sol maximale en zone UI de 350 m² à 750 m².



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) des Monts du Lyonnais approuvé le 11 octobre 2016, puis modifié le 3 Mars 2020.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse, en partie Est, avec des objectifs pour 2022-2027. SDAGE Loire-Bretagne, en partie Ouest, avec des objectifs pour 2022-2027. SAGE Loire en Rhône-Alpes, en partie Ouest du territoire, en cours de révision. PPRNi du bassin de la Coise prescrit par arrêté inter-préfectoral n°DT-14-894 du 2 octobre 2014. PPRNi du Gier et de ses affluents approuvé par arrêté préfectoral du 8 Novembre 2017. PCAET des Monts du Lyonnais approuvé le 28 Janvier 2020.
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision du 6 avril 2017. Décision n°2017-ARA-DUPP-00311.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
<p>Modification n°1 du PLU de Sainte-Catherine.</p> <p>La procédure de modification est encadrée par l'article L.153-36 du code de l'urbanisme : « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ».</p> <p>Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ; - Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; - Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance. <p>La procédure de modification est codifiée aux articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme.</p> <p>En effet, la procédure de modification porte sur des ajustements de la zone urbaine entre zone à vocation résidentielle, UB, et zone à vocation d'activités économique et de services, UI, pour 405 m².</p> <p>La procédure de modification porte également sur des ajustements du règlement de la zone NL pour permettre l'évolution de structures existantes (les vestiaires des équipements sportifs et le camping) et sur le repérage d'un bâtiment en zone agricole pour changement de destination. Elle comporte également des adaptations mineures au règlement écrit.</p>
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
Population municipale légale de Sainte-Catherine en 2019 : 991 habitants.

4.2.2 Caractéristiques spatiales	
Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Sainte-Catherine (sur SIG) : 1 372,21 ha.

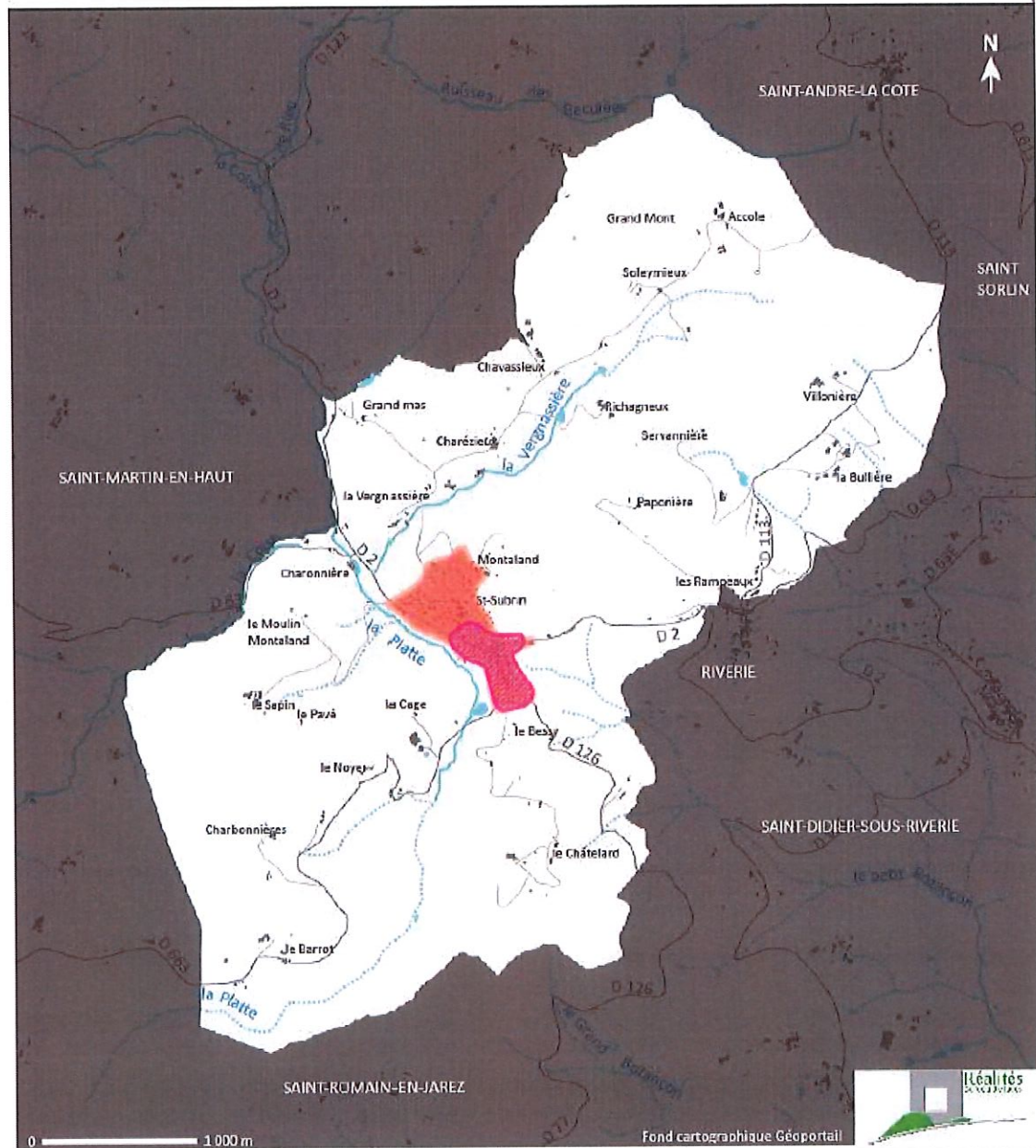
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	27,74	1,80	24,74	1,80
zones 1 AU	/	/	/	/
zones 2 AU	/	/	/	/
zones A	767,04	55,90	767,04	55,90
zones N	580,43	42,30	580,43	42,30
Total	1 372,21	100	1 372,21	100

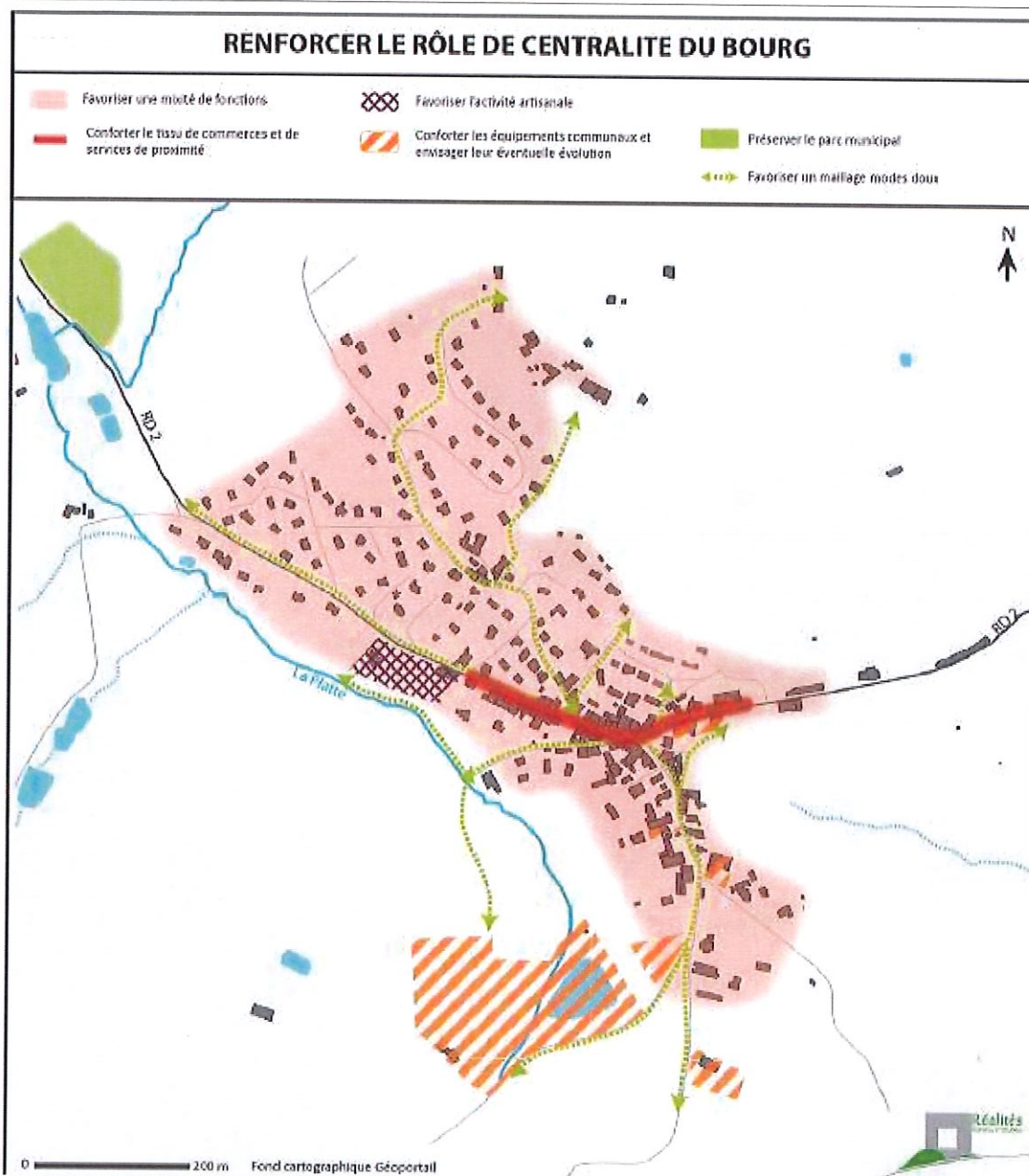
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

- Orientation 1 : ENVISAGER UN DEVELOPPEMENT MODERE ET MAITRISE
 - o Prévoir un rythme de construction adapté, en cohérence avec les documents supra-communaux
 - II S'orienter vers une dynamique moyenne de l'ordre de 4 logements par an, en lien avec l'objectif de maîtrise démographique
 - o Privilégier un développement maîtrisé, organisé sur le bourg
 - II Concentrer le développement urbain sur le bourg et préserver l'identité des hameaux : l'objectif de la commune est de poursuivre le développement sur le seul bourg.
 - II Privilégier le développement au sein de l'enveloppe urbaine du bourg : la commune affirme la volonté de limiter l'urbanisation à ses contours actuels, incluant les projets en cours, à horizon de ce PLU ; le développement en construction neuve est ainsi envisagé dans les dents creuses.
 - II S'inscrire dans une logique de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain :
 Sur la période 2007-2015 la commune a consommé environ 2 ha pour le développement résidentiel, sous la forme d'une trentaine de constructions sur foncier neuf, soit une densité moyenne de 15 logements/ha.
 La commune vise un rythme moyen de production de logements s'orientant vers 4 logements par an, inférieur au maximum prévu par le SCOT, afin de respecter sa volonté de développement maîtrisé. Cette production sera plus dense, de l'ordre de 20 logements par hectare, impliquant un besoin foncier maximum de l'ordre de 2 ha.

ENVISAGER UN DEVELOPPEMENT MODERE ET MAITRISE

-  Privilégier le développement au sein de l'enveloppe urbaine : intégration des projets en cours et comblement des dents creues à privilégier
-  Recentrer les projets urbains autour du cœur de village
-  Permettre l'évolution encadrée de l'habitat existant en secteur agricole

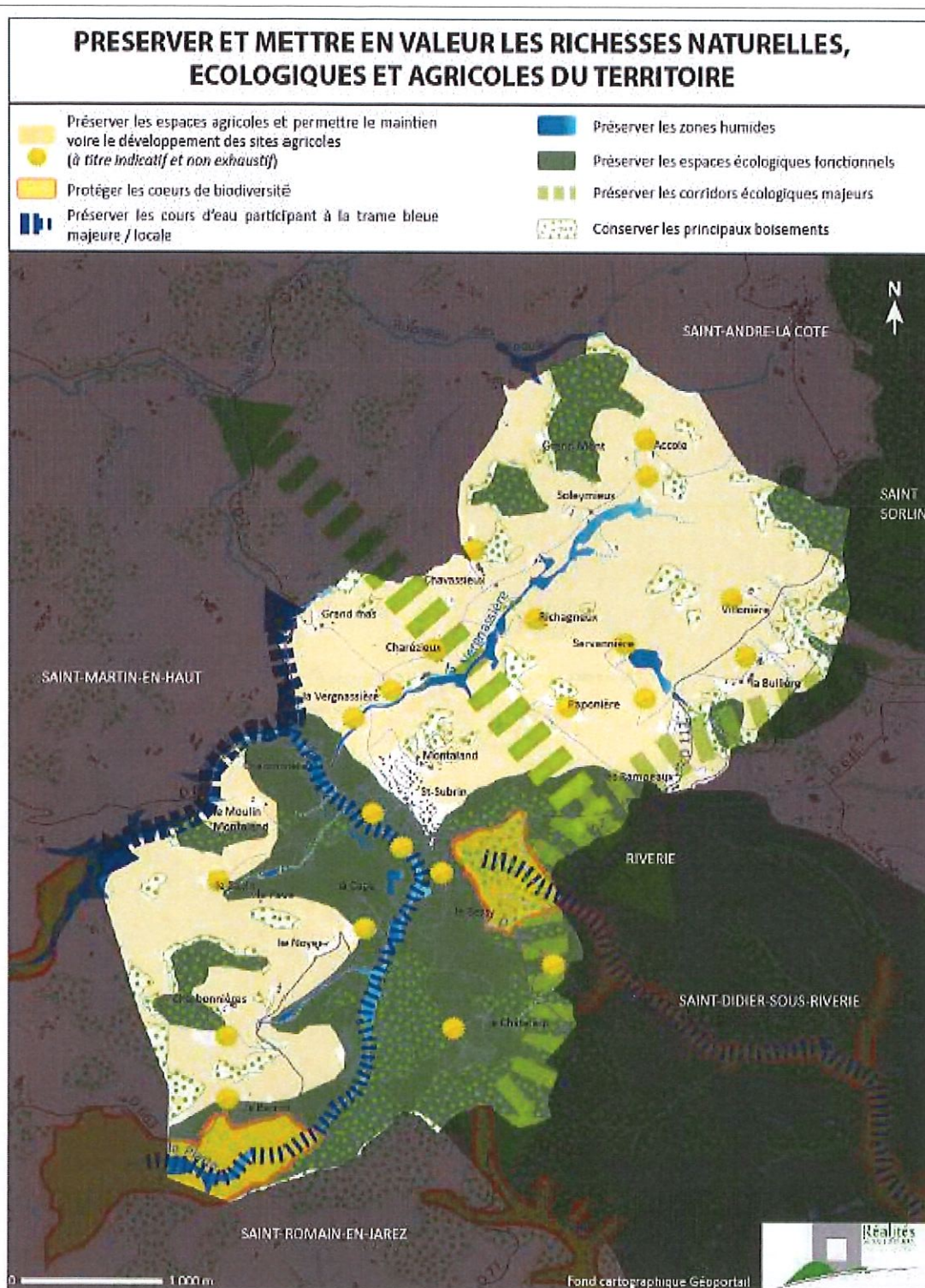




- Orientation 3 : PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR LES RICHESSES NATURELLES, ÉCOLOGIQUES ET AGRICOLES DU TERRITOIRE

o Favoriser la dynamique agricole du territoire :

- ☐ Veiller à préserver les espaces agricoles : en limitant l'étalement urbain et le mitage de l'espace rural ; en travaillant à une consommation modérée par l'urbanisation ; o en mettant en œuvre la PENAP (Protection et mise en valeur des espaces naturels et agricoles périurbains) ;
- ☐ Permettre le maintien voire le développement des exploitations agricoles en maintenant une distance suffisante entre exploitation et développement de l'habitat ; en tenant compte de la proximité des exploitations et du potentiel de reprise dans l'identification des éventuels changements de destination ; encadrer les possibilités d'évolution de l'habitat en zone agricole.

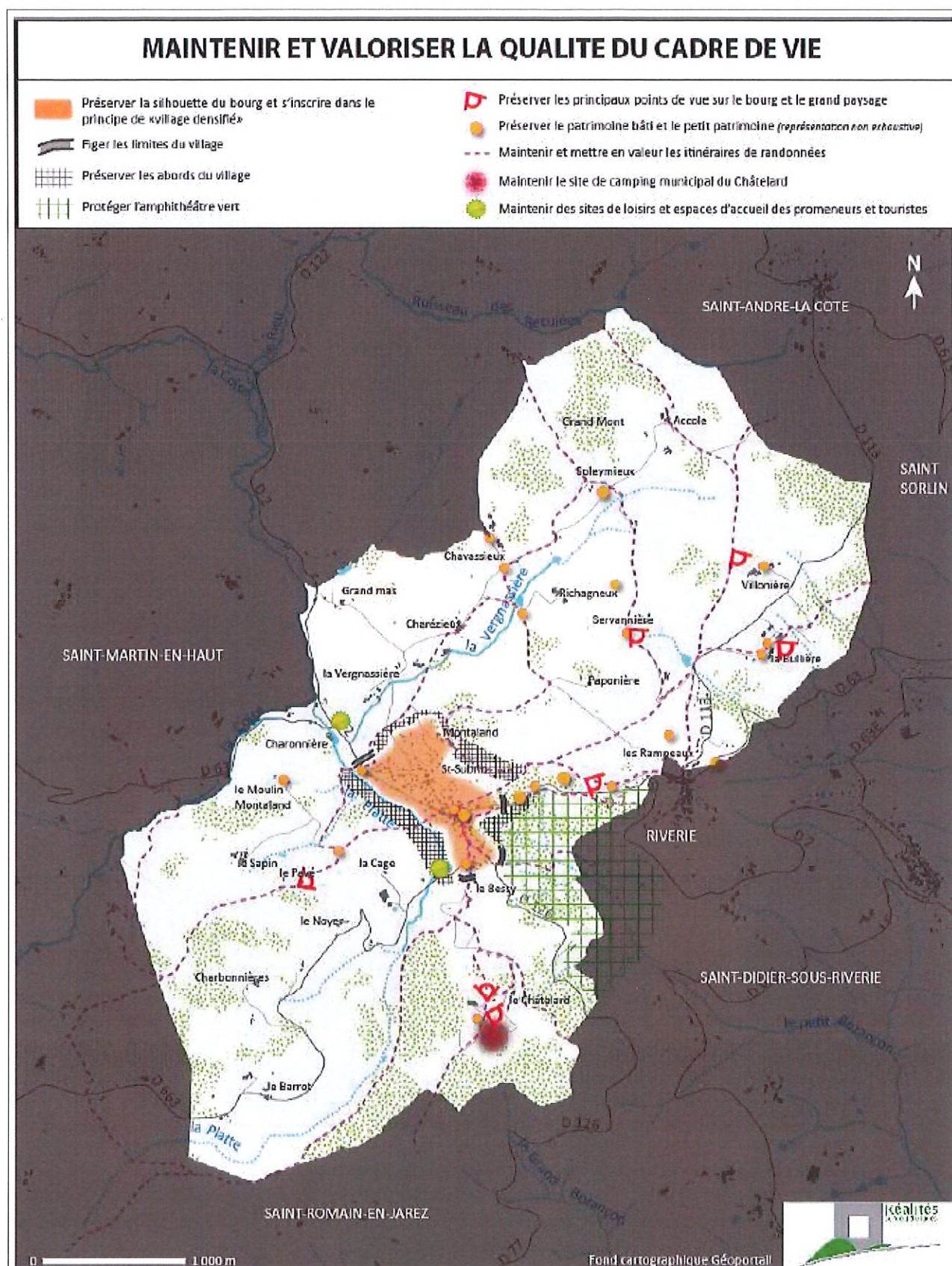


- Orientation 4 : MAINTENIR ET VALORISER LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

- o Préserver la silhouette du bourg et les sites à enjeu paysager fort :

□ Pour préserver la perception globale de la silhouette du bourg l'objectif est, dans un premier temps (correspondant à l'horizon de ce PLU), de figer les limites de l'urbanisation, de contenir le développement dans les limites urbaines actuelles.

A ce titre, les abords stratégiques à préserver, en majorité agricoles, sont à préserver. La commune s'appuiera sur la politique de PENAP (Protection et mise en valeur des espaces naturels et agricoles périurbains) qui conforte la vocation agricole et naturel de ces espaces.



4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Par délibération du 16 Septembre 2022 et arrêté du 4 avril 2024, la commune a prescrit l'élaboration de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Elle a pour objectif de réaliser des adaptations mineures pour donner suite à des constats de besoins de points d'ajustement après l'approbation du PLU.

Cela concerne l'ajustement de la zone urbaine pour reclasser la partie jardin d'une parcelle destinée à la vocation résidentielle. En effet, le jardin (405 m²) est classé en zone UI, à vocation d'activités économiques et de services, alors que l'habitation est classée en zone UB, à vocation résidentielle. L'objectif est de classer entièrement la parcelle à vocation résidentielle en zone UB.

Il s'agit également d'augmenter les capacités d'accueil en zone NL, de manières raisonnées, afin de permettre la rénovation et l'extension des vestiaires des équipements sportifs sur un secteur et l'évolution du camping sur un autre secteur avec la possibilité de mettre en place 4-5 constructions de type tiny-house et la possibilité de construire une piscine pour pérenniser son activité.

La procédure vise également à identifier un bâtiment en zone agricole pour changement de destination et à apporter des ajustements mineurs au règlement écrit.

La modification n°1 du PLU de Sainte-Catherine entraîne de revoir le PLU pour :

- Reprendre le plan de zonage : modification du périmètre entre la zone UB et la zone UI sur un secteur (405 m²), repérage d'un bâtiment pour changement de destination en zone A à Vergnassière.
- Reprendre le règlement afin d'ajuster les capacités d'accueil de la zone NL sur les secteurs des équipements sportifs et de loisirs et du camping et apporter des adaptations mineures au règlement écrit :
 - pour clarifier la compréhension du règlement (sans incidence réglementaire) ;
 - pour encadrer l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable en façade ;
 - pour autoriser sous conditions les serres non liées à l'activité agricole et les pergolas ;
 - pour autoriser sous conditions les toitures terrasses dans le périmètre concerné par le style village des Monts-du-Lyonnais ;
 - ajustements mineurs concernant les règles d'aspect extérieur des constructions (remplacement des références Weber et Broutin du nuancier des menuiseries par des références RAL, possibilité de barreaux horizontaux pour les gardes corps et les clôtures, augmentation de 20 cm de la largeur maximale des ouvertures en façades) ;
 - l'implantation des piscines en zone UA, UB, A et N ;
 - suppression de la dérogation pour l'implantation des constructions de moins de 25 m² à l'alignement et aux limites séparatives dans les zones UA et UB ;
 - l'obligation d'installer des panneaux photovoltaïques en toiture dans les zones UA, UB, UI et A ;
 - augmentation de l'emprise au sol maximale en zone UI de 350 m² à 750 m².

Ces évolutions témoignent de la volonté de mettre en œuvre les objectifs du PADD, de renforcer le rôle de centralité du Bourg en confortant les équipements et en envisageant leur éventuelle évolution, de conforter le tourisme vert.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

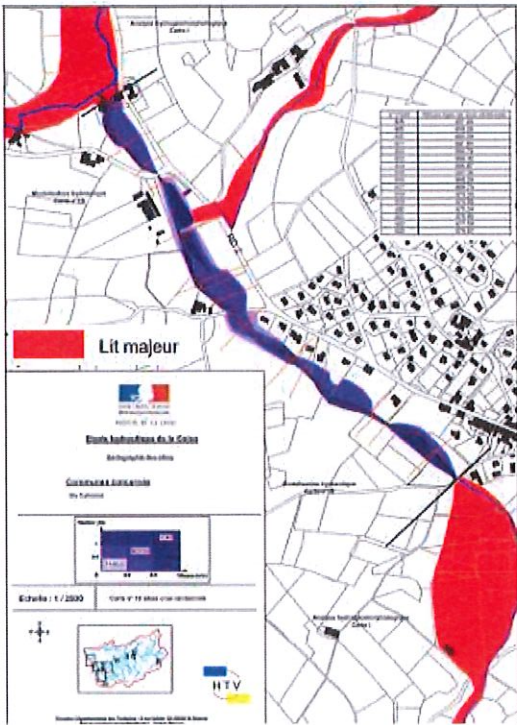
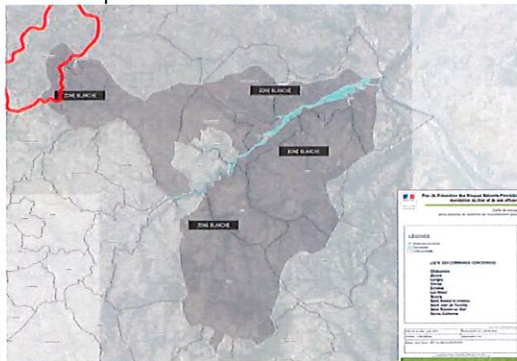
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires

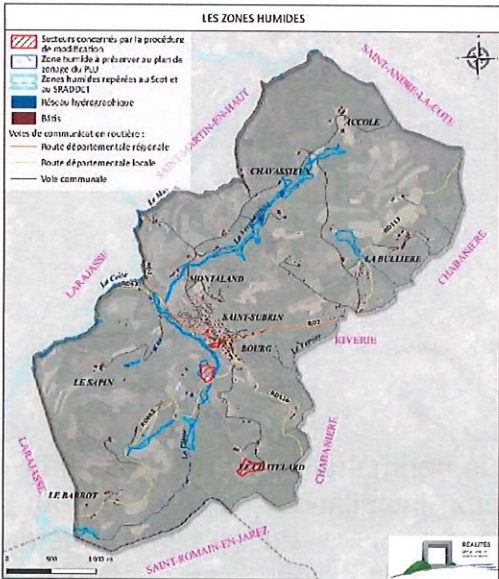
<p>aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

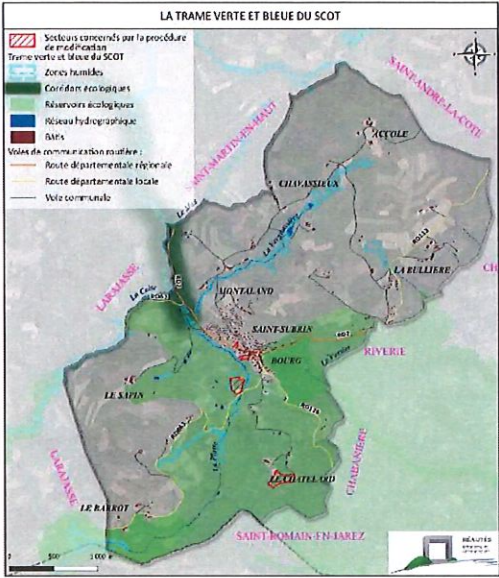
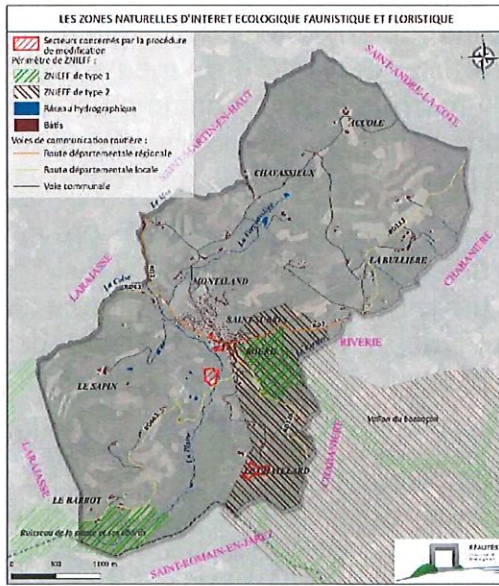
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</p>
<p>- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les effets</p>

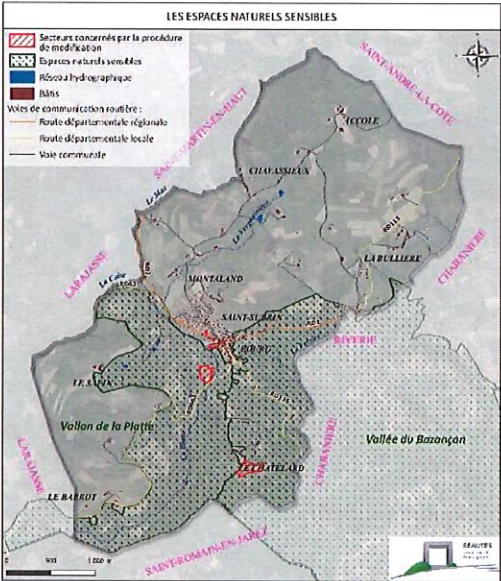
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

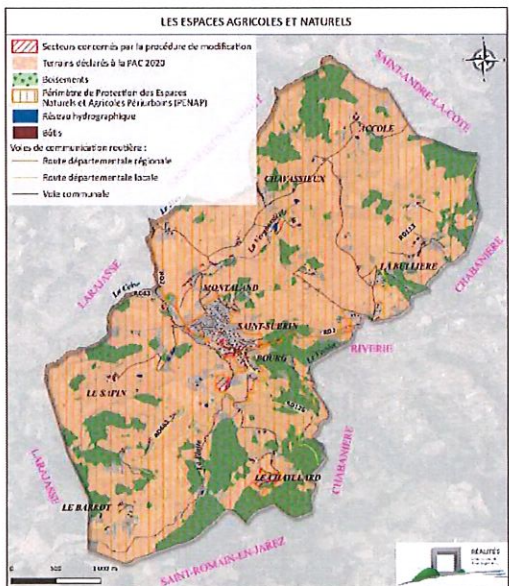
5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le territoire de Sainte-Catherine est entièrement soumis aux dispositions de la Loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire de Sainte-Catherine est concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> o PPRNi de la Coise prescrit par arrêté inter-préfectoral n°DT-14-894 du 2 octobre 2014, concernant la rivière de la Coise et ses affluents. A l'échelle de la commune de Sainte-Catherine, cet arrêté s'applique à la Coise, mais aussi aux cours d'eau de la Platte et de la Vergnassière. Une carte des aléas a été réalisée pour Sainte-Catherine.

			 <p>o PPRNi du Gier et de ses affluents, approuvé par arrêté préfectoral du 8 Novembre 2017. Sainte-Catherine est concernée par la zone blanche.</p> 
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU repère et protège les zones humides recensées sur le territoire de Sainte-Catherine par l'inventaire du Département du Rhône qui correspondent à celles repérées par le SCOT et le SRADDET.</p> <p>Ainsi, les zones humides sont repérées et protégées au PLU.</p> <p>La procédure de modification n'impacte pas les zones humides et ne modifie pas les mesures du PLU en faveur des zones humides.</p> 
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le corridor écologique et les réservoirs de biodiversité identifiés au SCOT des Monts du Lyonnais sont protégés par le PLU de Sainte-Catherine par un zonage en zone naturelle ou agricole.</p> <p>La procédure de modification ne modifie pas les mesures du PLU en faveur de la trame verte et bleue. Elle permet à des équipements situés au sein de zones naturelles de loisirs d'évoluer de manière limitée.</p>

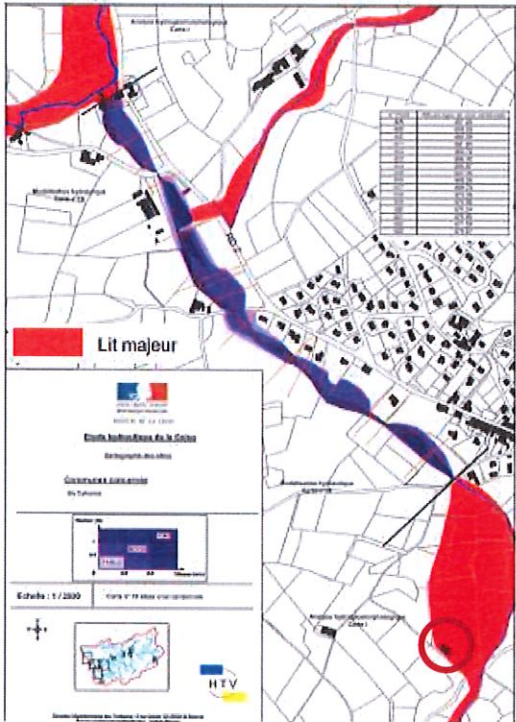
		
<p>Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>Le territoire de Sainte-Catherine est concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 ZNIEFF de type 1 : <ul style="list-style-type: none"> o Le Vallon du Bozançon, o Ruisseau de la Platte et ses abords, - 1 ZNIEFF de type 2 : La Bassin versant du Bozançon. <p>Le PLU protège les ZNIEFF de type 1 en les classant en zone naturelle et la ZNIEFF de type 2 en la classant majoritairement en zone naturelle et en zone agricole.</p> <p>La procédure de modification du PLU ne modifie pas les mesures du PLU concernant la préservation des ZNIEFF. Elle permet à des équipements, notamment le camping, situés au sein de zones naturelles de loisirs d'évoluer de manière limitée.</p> 

Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Sainte-Catherine est concernée par deux sites classés Espace Naturel Sensible (ENS) inscrits à l'inventaire des ENS du Rhône :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Vallon de la Platte, - La Vallée du Bozançon. <p>Le PLU protège les Espaces Naturels Sensibles en les classant en zone naturelle et agricole.</p> <p>La procédure de modification du PLU ne modifie pas les mesures du PLU concernant la préservation des ZNIEFF.</p> <p>Elle permet à des équipements situés au sein de zones naturelles de loisirs d'évoluer de manière limitée.</p> 
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sainte-Catherine est concernée par un périmètre de Protection des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains (PENAP) mis en place et acté par

		<p>délibération du Conseil départemental du Rhône le 14 février 2014.</p> <p>Il couvre près de 95,5 % du territoire communal.</p> <p>Le PLU prend en compte ce périmètre (98,24 % du territoire sont classés en zone agricole ou naturelle).</p> <p>La procédure de modification du PLU ne modifie la prise en compte du périmètre de Protection des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains dans le PLU.</p> <p>Les secteurs concernés par la procédure de modification du PLU sont en dehors du PENAP, à l'exception du bâtiment repéré pour changement de destination à Vergnassière.</p>
		

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur des équipements sportifs et de loisirs est concerné par le PPRNi de la Coise prescrit par arrêté inter-préfectoral n°DT-14-894 du 2 octobre 2014, concernant la rivière de la Coise et ses affluents. A l'échelle de la commune de Sainte-Catherine, cet arrêté

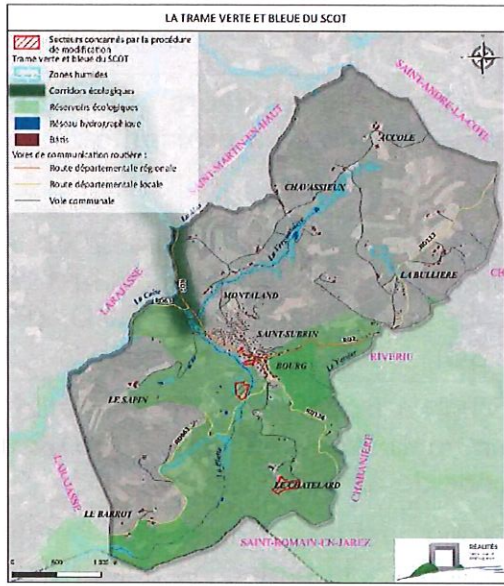
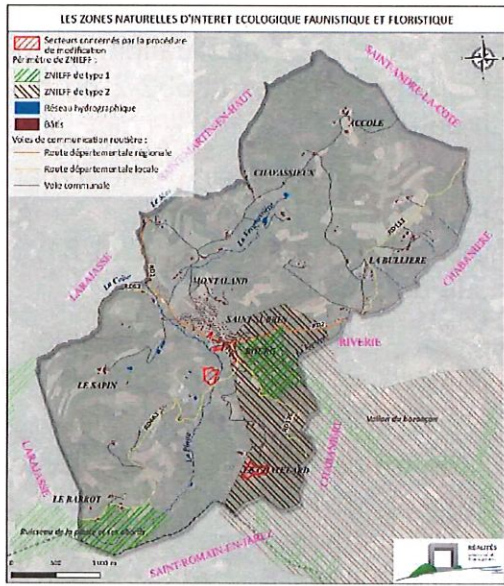
			<p>s'applique à la Coise, mais aussi aux cours d'eau de la Platte et de la Vergnassière.</p> <p>Une carte des aléas a été réalisée pour Sainte-Catherine.</p>  <p>Les vestiaires des équipements sportifs et de loisirs se situent dans le lit majeur. L'objectif de la procédure de modification du PLU est de permettre la rénovation et l'extension limitée des vestiaires.</p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
------------------	--------------------------	-------------------------------------	--

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les zones naturelles de loisirs, NL, concernées par la procédure de modification du PLU pour l'ajustement de leur règlement se situent au sein du réservoir de biodiversité identifié au SCoT des Monts du Lyonnais. Ces équipements étant déjà existants, la procédure de modification du PLU vise à permettre leur évolution sous conditions.

			
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le secteur du camping se situe au sein de la ZNIEFF de type II La Bassin versant du Bozançon.</p> <p>Le PLU prend en compte la présence de la ZNIEFF. L'objectif de la procédure de modification du PLU est d'ajuster le règlement de la zone NL, notamment concernant le camping, pour lui permettre d'évoluer sous conditions.</p> 
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La procédure de modification du PLU concerne des ajustements du règlement de la zone NL pour permettre l'évolution, sous conditions, d'équipements existants au sein de cette zone : les vestiaires des équipements sportifs et de loisirs et le camping. Ces équipements se situent au sein de périmètres d'espaces naturels sensibles.</p>

<p>D'un espace concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Au PLU actuel, des éléments sont identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Ce sont des éléments de petit patrimoine (croix, bachats, ...).</p> <p>La procédure de modification du PLU ne modifie pas la prise en compte de ces éléments dans le PLU.</p> <p>Aucun élément identifié au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme n'est dans un périmètre concerné par la procédure de modification du PLU.</p>
<p>D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Au PLU actuel, des secteurs sont délimités au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit des zones humides de l'inventaire du département repris par le SCoT et le SRADDET et de linéaires de haies et d'arbres.</p>

			La procédure de modification du PLU ne modifie la prise en compte de ces éléments dans le PLU.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8). Voir rapport de présentation en annexe incluant l'auto-évaluation page 41.</i></p>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités

Les modalités de concertation définies pour la modification du PLU sont les suivantes :

- Mise à disposition d'un registre de concertation,
- Mise à disposition de documents sur la procédure et les objectifs de la révision en mairie et sur le site internet de la commune.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Annexe 1 : rapport de présentation provisoire intégrant l'autoévaluation

Annexe 2 : extrait plan de zonage avant/après procédure

Annexe 3 : Règlement modifié

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Sainte-Catherine	le,	9 Avril 2024
Nom	DUSSURGEY	Prénom	Pierre
Qualité	Maire		

Signature



